



ECA • JURA  
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE  
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION

# RAPPORT DE GESTION 2015





Glovelier



## Table des matières

Rapport annuel 2015 : le message du conseil d'administration	3–4
Rapport de gestion 2015	5–6
Capital assuré et primes encaissées 2015	7
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages	8
Capital assuré, primes et dommages 2015	9
Dommages dus au feu 2015	
Grands dommages causés par le feu 2015	10
Statistiques des sinistres dus au feu	11
Dommages dus aux éléments de la nature 2015	12
Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature	13
Prévention et lutte contre les dommages	14–15
Services de défense contre l'incendie et de secours (SIS)	16–17
Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie	18
Contributions des assureurs privés	19
Tableau récapitulatif général	20
Rapport de l'organe de révision	21
Bilan au 31 décembre 2015	22
Compte de Profits et Pertes 2015	23
Flux de trésorerie	24
Variation des capitaux propres	25
Autorités, direction et personnel	26–27
Annexes	28–43
Chiffres-clés 2015	44

### Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

2350 Saignelégier, rue de la Gare 14, case postale 371  
Tél. 032 952 18 40, fax 032 951 23 73  
info@eca-jura.ch, www.eca-jura.ch





Boécourt



Goumois



Delémont



Les Pommerats

Mervelier





# Rapport annuel 2015: le message du conseil d'administration

## 2015: bonne année!

Bien que la sinistralité de l'exercice 2015 ne soit pas aussi favorable que celle des exercices précédents, les résultats globaux enregistrés sont toutefois réjouissants.

Le nombre de sinistres causés par le feu est le plus bas jamais enregistré avec 172 déclarations dont le coût total se monte à 4'000'000 de francs, soit à peine en dessous de la moyenne annuelle qui se situe à plus de 4'150'000 francs. Si l'ECA Jura a, une nouvelle fois, été épargné par la foudre, trois bâtiments plombent, à eux seuls, la statistique avec un coût total, pour ces trois bâtiments, de plus de 2'600'000 francs. Malgré une efficacité accrue des sapeurs-pompiers, grâce notamment à des équipements toujours plus performants, les incendies dans les bâtiments de construction non massive s'avèrent souvent très importants et difficiles à circonscrire. La différence de taux de prime est à ce titre tout à fait justifiée.

Les éléments de la nature ne se sont pas déchaînés sur le territoire cantonal, loin s'en faut. Nous n'avons dénombré que 141 déclarations de sinistres pour un coût de 400'000 francs, soit très nettement en dessous de la moyenne annuelle qui se situe à plus de 2,2 millions de francs.

La performance des titres et des placements de capitaux n'a malheureusement pas été à la hauteur des années précédentes avec un taux de 0,62 % seulement. Malgré ce petit bémol, les comptes bouclent favorablement avec un bénéfice net global de 2'735'000 francs.

Les résultats favorables enregistrés en 2015 permettent d'attribuer 2'220'000 francs à la provision pour dommages dus aux éléments de la nature. Grâce à ces bons résultats, le conseil d'administration a décidé d'octroyer un rabais de 20 % sur les primes de base en 2016, représentant une économie de presque 2 millions de francs pour les assurés jurassiens.

### CHANGEMENT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Atteint par la limite d'âge, Monsieur Jean-Marie Beuchat a quitté, à fin 2015, le conseil d'administration dont il assumait la vice-présidence, après y avoir siégé durant 14 années. Le conseil d'administration et la direction adressent à Jean-Marie Beuchat leurs sincères remerciements pour sa participation très active et l'intense travail fourni durant son mandat d'administrateur.

A noter que, lors de sa séance du 22 mars 2016, le gouvernement a confirmé à leur poste et pour une nouvelle législature, les administrateurs sortants. Il a également désigné M. Cédric Dubied des Enfers pour compléter le conseil d'administration.

### DÉCÈS DU 1<sup>ER</sup> DIRECTEUR DE L'ECA JURA

Après une longue maladie supportée avec courage, M. Pierre Paupe, directeur de l'ECA Jura de 1979 à 1999, est décédé en mars 2016. Nous garderons de M. Paupe le souvenir d'un directeur compétent et disponible qui aura su marquer l'ECA Jura de son empreinte.

### RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2015, le conseil d'administration a tenu six séances durant lesquelles il s'est penché sur les dossiers relevant de sa compétence en prenant notamment des décisions d'ordre stratégique pour la bonne marche de l'établissement. Les corps de sapeurs-pompiers jurassiens, les deux Centres de renfort de Delémont et de Porrentruy ainsi que les communes jurassiennes, dans le cadre de construction ou d'assainissement d'installations de réseaux d'eau potable, ont été les principaux bénéficiaires des subsides octroyés l'année passée.

Lors de la séance du 23 février, le conseil d'administration a adopté, en seconde lecture, le budget 2015 et a avalisé une demande de subvention pour une nouvelle station de pompage avec l'adaptation de conduites de transport.

Tenue à fin avril, la seconde séance a permis aux administrateurs d'approuver définitivement les comptes de l'institution et de subventionner l'acquisition d'un véhicule d'officier pour le Centre de renfort de Porrentruy. Le remplacement de conduites d'eau du Syndicat pour l'alimentation en eau des Franches-Montagnes, la construction d'un réservoir à Porrentruy et le remplacement d'une conduite d'eau aux Breuleux ont également été acceptés, tout comme le nouveau règlement concernant la stratégie de placement des capitaux pour la période 2015 à 2019.

La brève réunion du mois de juin aura permis au conseil d'administration de répondre favorablement à la demande de subvention du Centre de renfort de Delémont pour le remplacement d'appareils de protection respiratoire et à celles des communes de Porrentruy et Boécourt pour le remplacement de conduites d'eau.

Réuni pour sa 4<sup>e</sup> séance annuelle le 24 août, le conseil d'administration a alloué un subside à la commune de Val Terbi pour la construction d'un réservoir, d'une station de traitement des eaux et de conduites intercommunales et aux communes de Boncourt et des Breuleux pour de nouvelles conduites et l'adaptation du réseau. Il s'est également prononcé favorablement au projet de réforme des structures relatives aux organisations communes des ECA de Suisse, soit l'Association des établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie, l'Union intercantonale de réassurance et le Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques.

Les 5 octobre et 11 décembre ont permis de fixer les objectifs et les conditions d'assurance pour l'année 2016 et d'accepter le budget 2016 de l'ECA et du «Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16». D'importantes demandes de subsides ont également trouvé l'aval du conseil, notamment pour l'achat d'un tonne-pompe léger, d'un véhicule de première intervention et d'un véhicule de transport en faveur du SIS Val Terbi, pour le remplacement d'appareils de protection respiratoire pour le Centre de renfort de Porrentruy et, enfin, pour la commune de Basse-Allaine, en vue du remplacement de conduites et d'hydrants. L'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments votée par le parlement le 29 avril 2015 a été arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le conseil

d'administration s'est alors penché sur le nouveau règlement portant exécution de la loi et, à l'instar du Gouvernement jurassien, l'a approuvé lors de sa séance de décembre 2015. Un nouveau règlement d'organisation a également été accepté par l'exécutif jurassien et l'organe faïtier de l'ECA.

## **ACTIVITÉS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE (COFINECA)**

Maître Jean-François Kohler a présidé les sept séances de la COFINECA tenues au cours de l'année 2015. Composée d'un second administrateur, du directeur et du gestionnaire comptable, la commission financière s'est notamment entretenue avec les représentants des différents instituts bancaires afin d'analyser leurs mandats, de prendre connaissance de l'évolution des marchés financiers et de se tenir au courant de la situation économique et bancaire. Ainsi, elle a été en mesure d'informer le conseil d'administration de manière ponctuelle et précise dans le domaine des placements ou dans celui des finances de l'ECA Jura.

## **RÉSULTATS 2015**

Le résultat consolidé des trois secteurs «assurance», «prévention et lutte contre les dommages» et «finances» boucle très favorablement avec un bénéfice net global de 2'735'000 francs. Ce résultat, bien que nettement inférieur à celui de l'exercice précédent, est réjouissant compte tenu des résultats mitigés des placements de capitaux.

Le secteur «assurance» présente, avant attribution aux provisions, un bénéfice de 652'000 francs dû essentiellement aux faibles dommages causés par les éléments de la nature qui n'atteignent pas le demi-million de francs. Le domaine «prévention et lutte contre les dommages» boucle avec une perte de 67'000 francs après contribution provenant du produit des capitaux. Pour rappel, ce secteur doit impérativement s'autofinancer, faute de quoi le taux de prime qui lui est affecté, actuellement fixé à 0,19 %, devrait être augmenté afin d'en équilibrer les résultats. Quant au domaine des activités financières, il boucle avec un excédent de produits de 2'083'000 francs.

Après différentes écritures au bilan, dont principalement une attribution de 2'220'000 de francs à la «Provision pour dommages dus aux éléments», une dissolution de 600'000 francs pour dommages causés par le feu non couverts par la réassurance, le résultat consolidé des comptes 2015 de l'ECA Jura présente un bénéfice net de 2'735'374.31 francs.

## **CONCLUSION ET REMERCIEMENTS**

L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a une fois encore réalisé un bon exercice. Grâce à ce résultat favorable, il a pu en faire bénéficier l'ensemble de ses assurés en octroyant un substantiel rabais de 20 % sur les primes 2016 correspondant à une réduction des produits de primes de presque 2 millions de francs. Les tâches essentielles confiées par le législateur à l'ECA Jura en matière de prévention, d'intervention et d'assurance peuvent toujours être assumées, même en cas d'importante sinistralité. La pérennité de l'institution est garantie, grâce notamment à ses réserves appropriées et à une gestion saine, efficace et rigoureuse.

Les propriétaires de bâtiments jurassiens peuvent compter sur un établissement doté de structures saines et modernes pour faire face avec confiance aux défis à venir et à des inconnues au niveau de la sinistralité, notamment dans le domaine des éléments de la nature. Le rendement des capitaux joue toutefois un rôle déterminant et les résultats de l'ECA dépendent, dans une large mesure, des fluctuations de la bourse.

La direction et les collaboratrices et collaborateurs de l'ECA Jura s'investissent dans leur travail quotidien en faveur des assurés jurassiens. Le conseil d'administration tient à les en remercier chaleureusement et à exprimer sa reconnaissance aux estimateurs, experts et spécialistes externes à l'établissement qui collaborent étroitement avec l'ECA Jura dans le cadre des activités liées aux domaines de l'assurance, de la prévention des incendies ou des dangers naturels.

Des remerciements particuliers s'adressent également aux maîtres ramoneurs et à leur personnel, à la section de la protection de la population et de la sécurité, à la police cantonale et à son service d'identification judiciaire, dont l'étroite collaboration avec l'ECA garantit une sécurité accrue pour les bâtiments, mais surtout pour leurs occupants. Les communes jurassiennes et de nombreux services de l'Etat figurent également parmi nos partenaires appréciés de longue date. Grâce à leur efficace et fidèle collaboration, nous sommes en mesure de remplir notre mission de manière efficiente, tout particulièrement dans le domaine de la fixation et du contrôle des mesures de prévention et de lutte contre l'incendie et les dommages naturels.

Les inspecteurs, experts, instructeurs et commandants ainsi que les centaines de sapeurs-pompiers jurassiens méritent une mention particulière, eux qui se mettent chaque instant à disposition de la collectivité jurassienne pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Qu'ils en soient sincèrement remerciés, au même titre que les Centres de renfort des communes de Tramelan et de La Chaux-de-Fonds, le SDIS 90 du Territoire de Belfort, avec lesquels nous entretenons des relations privilégiées et qui prêtent main forte aux sapeurs-pompiers jurassiens dans des situations particulières.

Grâce aux bons résultats enregistrés depuis plusieurs années, à une gestion efficace et rigoureuse de l'établissement, à l'engagement inconditionnel de l'ensemble des personnes précitées, les assurés jurassiens peuvent voir l'avenir avec confiance et sérénité.

Au nom du conseil d'administration de l'ECA Jura

Le président :

Charles Juillard  
Ministre

Le secrétaire :

François-Xavier Boillat  
Directeur



# Rapport de gestion 2015

## 2015 : année record en matière de température !

On se souviendra de son printemps ensoleillé, de son été caniculaire et de la sécheresse de son automne. Le niveau des sinistres enregistrés est exceptionnellement bas avec 141 sinistres éléments et 172 sinistres dus au feu. Nous avons essuyé les tempêtes « Mike » et « Niklas » à fin mars, auxquelles nous devons la majeure partie de nos dommages dus aux éléments, et nous déplorons quelques grands incendies, dont les bâtiments touchés ont presque entièrement été détruits.

### SINISTRES DUS AUX ÉLÉMENTS DE LA NATURE

Avec ses 141 sinistres éléments enregistrés pour un coût de 400'000 francs, l'année 2015 peut être qualifiée de calme et clémente. Les tempêtes de début de printemps comptabilisent à elles seules 47 cas pour un montant de près de 90'000 francs, les 40 cas de grêle enregistrés en juin occasionnent un coût d'environ 100'000 francs; 23 sinistres sont dus au poids de la neige et les 31 sinistres restants se répartissent entre les autres causes (hautes eaux, vent, chutes de pierres).

L'année 2015 se classe parmi nos années les plus calmes en sinistres « éléments » (2010 comptait 121 sinistres et 2013, 128 sinistres) mais se situe largement au-dessous de la moyenne qui est de 905 sinistres pour un montant de 2,2 millions de francs.

### SINISTRES DUS AU FEU

2015 dénombre 172 sinistres feu, dont 3 sinistres de plus de 600'000 francs. Ces trois grands sinistres occasionnent des coûts avoisinant les 2,6 millions de francs sur un total de 4 millions. Nous sommes heureux de préciser qu'aucune victime n'est à déplorer. Sur les 18 sinistres dépassant les 20'000 francs, nous trouvons les causes suivantes : 3 canaux de fumée, 1 résidu de combustion, 5 dus à des installations ou appareils électriques défectueux, 1 foudre et 8 dont les causes ne sont pas connues à ce jour. Si 2015 reste une très bonne année au niveau du nombre de cas annoncés (172 sinistres sur une moyenne de 398), les coûts, eux, se rapprochent de la moyenne de ces 37 dernières années, qui se montent à 4,2 millions de francs.

### INDICE D'ASSURANCE

L'indice ECA Jura se fonde sur l'indice zurichois du coût de la construction. Ce dernier a quelque peu fluctué ces dernières années, affichant une légère tendance à la baisse depuis 2012 et ne justifiant pas l'adaptation de notre indice.

### ESTIMATION DES BÂTIMENTS

L'ECA Jura a procédé à 3475 révisions et nouvelles estimations de bâtiments en 2015. Une augmentation d'environ 18 % (2940 en 2014) rendue possible grâce à l'engagement de nos douze estimateurs et au temps économisé en relation avec le faible taux de sinistralité.

En détail :

1153 estimations demandées par les propriétaires ou relatives à de nouvelles constructions (1048 en 2014)

24 estimations extraordinaires

2298 révisions systématiques des bâtiments (1892 en 2014)

Les révisions systématiques réalisées concernent les bâtiments dont la dernière estimation remonte aux années 2003 – 2004. L'objectif de revoir tous les bâtiments valant plus de 100'000 francs tous les 12 ans environ est ainsi réalisé.

### CAPITAL ASSURÉ

L'estimation des bâtiments nouvellement construits et la révision des sommes assurées des bâtiments transformés ou qui n'avaient plus été estimés depuis les années 2003 et 2004 ont provoqué une augmentation du capital assuré de 331'963'641 francs, qui a passé de 22'848'964'138 francs (y compris 864'455'938 francs d'assurance travaux en cours) à 23'180'927'779 francs (y compris 823'214'279 francs d'assurance travaux en cours) au 31 décembre 2015.

### BÂTIMENTS ASSURÉS

Nous comptons 326 bâtiments de plus qu'en 2014, passant de 36'378 à 36'704. En tenant compte des 71 radiations enregistrées, nous arrivons à 397 nouvelles constructions (dont 247 nouvelles maisons familiales). Ce chiffre est en légère hausse par rapport à 2014 (372).

### TAUX DE PRIMES

Les taux de prime 2015 n'ont pas été modifiés : taux de base de 0,38 ‰ pour les bâtiments massifs et 0,57 ‰ pour les bâtiments non massifs (+ 0,19 ‰ pour la prévention et la lutte contre les dommages). Un rabais spécial de 20 % sur les primes de base a été accordé en fonction des résultats financiers obtenus par l'établissement.



## RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2015

Le secteur «assurance» enregistre 8,414 millions de francs de produits des primes après déduction des primes de la réassurance pour 2,413 millions de francs. Ce secteur présente des charges liées aux sinistres pour un montant de 3,859 millions de francs et des charges d'exploitation pour 2,496 millions de francs. Après attribution à la provision pour risques éléments de 2,22 millions de francs, le domaine de l'assurance boucle avec un excédent de produits de 652'000 francs.

Le secteur «prévention et lutte contre les dommages», avec 5,045 millions de francs de recettes et 5,112 millions de francs de charges, génère une perte comptable de 66'819 francs.

Le secteur «financier», avec des produits de placements de capitaux pour 7,227 millions de francs et une attribution de 241'000 francs au domaine de la prévention, présente des charges de 6,502 millions de francs, ce qui donne un résultat brut des placements de capitaux de 2,083 millions de francs.

## RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Le fonds de réserve légale a été approvisionné en 2015 par le versement intégral du bénéfice 2014 de 4'973'115.37 francs. Le montant de la «réserve légale» se monte à 61'779'226.32 francs.

La «réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages» se monte à 7'057'981.59 francs après dissolution de 66'818.89 francs.

## FONDS DE RÉSERVE ET PROVISIONS

La «réserve pour dommages dus aux éléments» se monte à 14'355'000 francs au 31.12.2015 après attribution de 2'220'000 francs.

La provision pour différence de cours sur titres se monte à 12'650'000 francs au 31.12.2015 après dissolution de 1'600'000 francs.

La réserve pour CIREN (Communauté intercantonale pour les risques éléments naturels) a été diminuée de 58'000 francs par rapport à l'exercice précédent et se monte à 9'065'000 francs au 31.12.2015.

Les règles du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques stipulent que les établissements cantonaux d'assurance immobilière constituent des réserves adéquates permettant une indemnisation volontaire, à des conditions bien précises, du risque tremblement de terre. L'ECA Jura possède un fonds bloqué de 3'669'268.84 francs à cet effet.





## Capital assuré et primes encaissées 2015

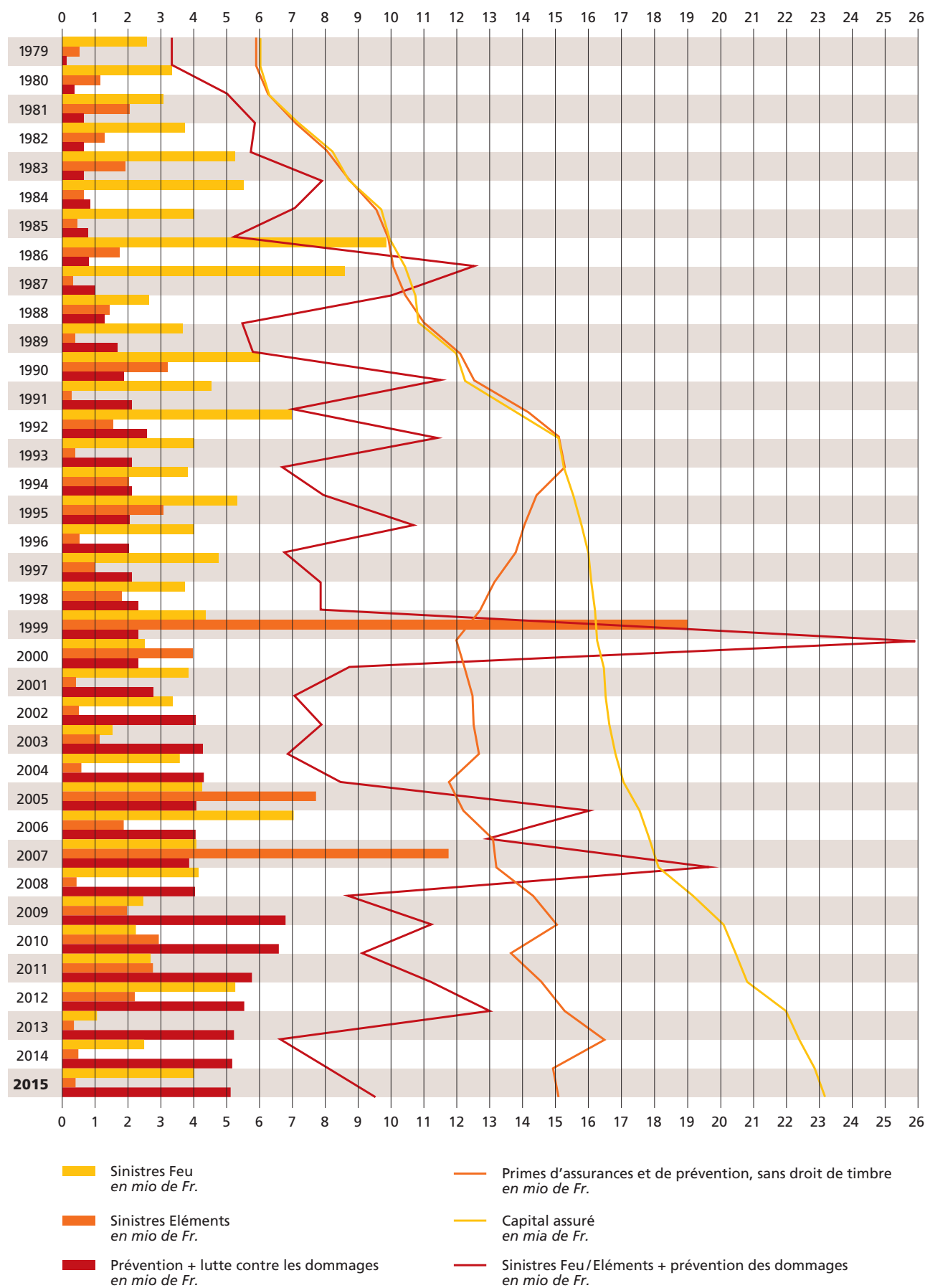
DISTRICT	BÂTIMENTS	SOMME ASSURÉE	PRIMES ENCAISSÉES
<b>Delémont</b>	16'382	10'341'030'400.00	5'007'522.90
<b>Franches-Montagnes</b>	5'904	3'458'960'100.00	1'674'960.93
<b>Porrentruy</b>	14'418	8'557'723'000.00	4'143'977.17
Total	36'704	22'357'713'500.00	10'826'461.00
Nouveaux bâtiments en construction	342	463'677'700.00	
Bâtiments en transformation		359'536'579.00	
<b>Total</b>	<b>37'046</b>	<b>23'180'927'779.00</b>	<b>10'826'461.00</b>

Montsevelier





## Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages

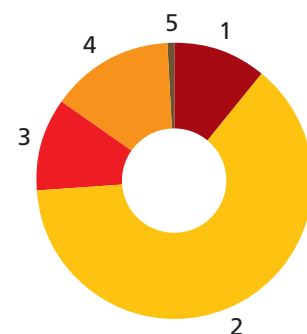




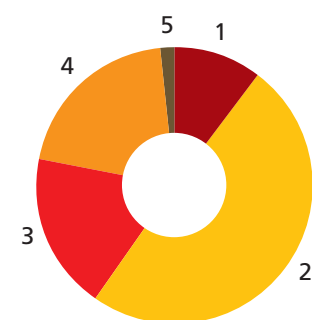
# Capital assuré, primes et dommages 2015

(Répartition par catégorie de bâtiments, sans tenir compte des assurances pour travaux en cours)

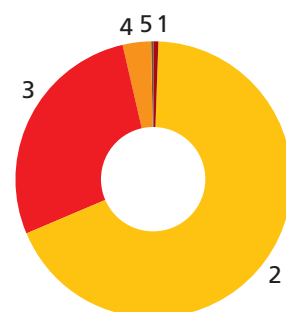
	NOMBRE DE BÂTIMENTS ASSURÉS	CAPITAL ASSURÉ
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	1'046	2'469'375'100.00
2 Maisons d'habitation	19'887	14'052'996'300.00
3 Bâtiments agricoles	5'194	2'481'525'400.00
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'464	3'179'851'000.00
5 Industrie hôtelière	113	173'965'700.00
<b>Total</b>	<b>36'704</b>	<b>22'357'713'500.00</b>



	NOMBRE DE BÂTIMENTS ASSURÉS	PRIMES PERÇUES
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	1'046	1'116'466.72
2 Maisons d'habitation	19'887	5'364'210.69
3 Bâtiments agricoles	5'194	1'993'808.66
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'464	2'194'458.63
5 Industrie hôtelière	113	157'516.30
<b>Total</b>	<b>36'704</b>	<b>10'826'461.00</b>



	NOMBRE DE BÂTIMENTS SINISTRÉS	DOMMAGES DUS AU FEU ET AUX ÉLÉMENTS
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	11	36'077.00
2 Maisons d'habitation	232	2'989'773.00
3 Bâtiments agricoles	46	1'221'467.00
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	23	151'839.00
5 Industrie hôtelière	1	844.00
<b>Total</b>	<b>313</b>	<b>4'400'000.00</b>

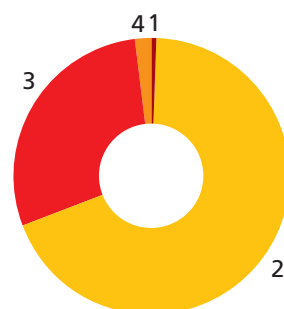




# Dommages dus au feu 2015

(Répartition des coûts par catégorie de bâtiments)

	NOMBRE DE SINISTRES	MONTANT DES DOMMAGES
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	6	25'312
2 Maisons d'habitation	140	2'744'696
3 Bâtiments agricoles	19	1'152'418
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	7	77'574
5 Industrie hôtelière	0	0
<b>Total</b>	<b>172</b>	<b>4'000'000</b>



## Grands dommages causés par le feu 2015

DATE	COMMUNE	DESTINATION	CAUSE	MONTANT ESTIMÉ
2.1.2015	Fahy	Habitation	Canaux de fumée	615'000.–
10.1.2015	Montfaucon	Habitation	Résidus de combustion	49'700.–
31.1.2015	Porrentruy	Habitation	Canaux de fumée	67'000.–
10.2.2015	Porrentruy	Habitation avec bureaux	Causes incomplètement élucidées	78'900.–
17.6.2015	Bassecourt	Habitation	Appareils électriques utilisés de manière non conforme	21'200.–
3.7.2015	Lajoux	Habitation	Installations électriques défectueuses	32'000.–
8.7.2015	Porrentruy	Habitation	Causes incomplètement élucidées	25'000.–
23.7.2015	Montavon	Habitation	Coup de foudre indirect	27'500.–
29.7.2015	Porrentruy	Habitation	Causes incomplètement élucidées	200'000.–
7.8.2015	Le Noirmont	Rural	Causes incomplètement élucidées	1'100'000.–
27.9.2015	Delémont	Habitation mixte	Installations électriques défectueuses	37'000.–
30.9.2015	Delémont	Habitation	Installations électriques défectueuses	130'000.–
6.11.2015	Vicques	Habitation	Causes incomplètement élucidées	147'400.–
6.11.2015	Ocourt	Habitation	Causes incomplètement élucidées	35'000.–
24.11.2015	Vendlincourt	Habitation	Canaux de fumée	40'000.–
26.11.2015	Bure	Habitation	Appareils électriques défectueux	45'000.–
8.12.2015	Develier	Habitation	Causes incomplètement élucidées	900'000.–
14.12.2015	Bassecourt	Habitation	Causes incomplètement élucidées	35'000.–

**Total de ces 18 sinistres feu**

**3'585'700.–**

# Statistiques des sinistres dus au feu

ANNÉE	FEU		FOUDRE		TOTAL	
	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.
1979	184	2'270'596	233	355'004	417	2'625'600
1980	191	2'829'988	137	517'045	328	3'347'033
1981	195	2'861'727	297	236'876	492	3'098'603
1982	229	3'238'083	329	442'747	558	3'680'830
1983	204	4'258'418	348	934'402	552	5'192'820
1984	253	4'827'142	133	673'779	386	5'500'921
1985	259	3'871'693	208	137'555	467	4'009'248
1986	216	9'550'938	290	240'207	506	9'791'145
1987	185	8'339'555	195	198'837	380	8'538'392
1988	198	2'359'658	211	302'368	409	2'662'026
1989	230	2'671'549	301	1'002'726	531	3'674'275
1990	214	5'817'639	272	281'729	486	6'099'368
1991	215	4'276'393	161	281'407	376	4'557'800
1992	247	6'360'205	274	596'575	521	6'956'780
1993	212	3'622'239	360	361'859	572	3'984'098
1994	206	3'455'697	325	354'402	531	3'810'099
1995	271	4'970'758	306	329'274	577	5'300'032
1996	265	3'771'409	196	228'591	461	4'000'000
1997	234	4'189'529	278	510'461	512	4'699'990
1998	228	3'420'879	221	279'121	449	3'700'000
1999	256	1'553'813	437	2'747'768	693	4'301'581
2000	185	2'166'205	220	284'769	405	2'450'974
2001	163	3'537'436	171	306'688	334	3'844'124
2002	159	3'114'544	203	235'596	362	3'350'140
2003	157	1'300'546	156	226'777	313	1'527'323
2004	181	3'305'180	212	264'970	393	3'570'150
2005	144	3'997'490	175	245'940	319	4'243'430
2006	148	6'449'900	158	570'900	306	7'020'800
2007	134	3'742'040	170	323'510	304	4'065'550
2008	158	3'976'870	109	164'616	267	4'141'486
2009	127	2'289'850	110	171'600	237	2'461'450
2010	121	2'137'700	53	94'420	174	2'232'120
2011	147	2'214'790	139	465'210	286	2'680'000
2012	147	5'112'500	120	137'500	267	5'250'000
2013	114	944'070	64	105'930	178	1'050'000
2014	144	2'380'112	76	102'888	220	2'483'000
<b>2015</b>	<b>123</b>	<b>3'886'847</b>	<b>49</b>	<b>113'153</b>	<b>172</b>	<b>4'000'000</b>
<b>Moyenne 1979–2015</b>	<b>190</b>	<b>3'758'756</b>	<b>208</b>	<b>400'735</b>	<b>398</b>	<b>4'159'492</b>



## Dommmages dus aux éléments de la nature 2015

DESTINATION	TEMPÊTE		GRÊLE		HAUTES EAUX		NEIGE		CHUTES DE PIERRES		TOTAL	
	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.
Bâtiments administratifs et à caractère public	2	7'011	1	1'022	1	1'901	1	832	0	0	5	10'766
Maisons d'habitation	33	51'831	37	102'915	7	58'497	15	31'833	0	0	92	245'076
Bâtiments agricoles	21	56'798	0	0	0	0	5	11'419	1	832	27	69'049
Circulation et transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commerces	2	6'060	0	0	0	0	1	7'129	0	0	3	13'189
Industrie et artisanat	8	27'757	2	5'169	1	26'142	1	1'117	0	0	12	60'185
Industrie hôtelière	1	844	0	0	0	0	0	0	0	0	1	844
Bâtiments annexes	1	891	0	0	0	0	0	0	0	0	1	891
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>151'192</b>	<b>40</b>	<b>109'106</b>	<b>9</b>	<b>86'540</b>	<b>23</b>	<b>52'330</b>	<b>1</b>	<b>832</b>	<b>141</b>	<b>400'000</b>

Saint-Ursanne



# Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature

ANNÉE	TEMPÊTE		GRÊLE		NEIGE		HAUTES EAUX		MOUV. DU SOL		TOTAL	
	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.
1979	237	427'974	31	42'196	12	23'300	48	104'175	0	0	328	597'645
1980	135	174'506	687	865'879	76	96'444	18	32'061	0	0	916	1'168'890
1981	402	493'663	511	1'015'349	295	491'548	66	93'508	2	10'080	1'276	2'104'148
1982	332	324'585	441	509'996	98	100'968	115	381'341	0	0	986	1'316'890
1983	937	1'145'023	224	217'591	21	27'982	144	419'288	1	900	1'327	1'810'784
1984	515	587'115	1	800	24	26'554	2	2'486	1	7'200	543	624'155
1985	90	88'854	287	290'349	11	10'018	24	42'627	1	300	413	432'148
1986	826	1'136'511	64	57'978	276	374'775	35	66'538	5	109'369	1'206	1'745'171
1987	254	294'457	36	29'452	25	33'864	13	21'607	1	330	329	379'710
1988	246	207'549	51	53'667	206	372'066	174	846'410	1	6'500	678	1'486'192
1989	185	281'625	47	124'613	8	9'847	7	11'853	1	2'200	248	430'138
1990	1'864	2'478'572	55	67'433	17	20'966	116	698'341	0	0	2'052	3'265'312
1991	144	254'435	3	2'180	28	32'839	24	53'380	1	731	200	343'565
1992	723	1'082'859	112	214'304	4	3'715	79	294'116	2	5'800	920	1'600'794
1993	217	309'716	64	105'362	7	13'220	14	25'896	3	12'865	305	467'059
1994	217	266'511	508	1'413'655	11	13'066	59	297'634	2	5'160	797	1'996'026
1995	1'511	2'568'265	43	78'094	120	355'224	52	93'117	2	5'300	1'728	3'100'000
1996	152	251'461	85	113'644	67	151'846	29	63'049	0	0	333	580'000
1997	208	300'180	13	35'218	24	23'702	155	639'800	1	5'000	401	1'003'900
1998	857	1'464'933	74	249'961	22	36'262	24	47'152	1	1'692	978	1'800'000
1999	5'292	17'801'235	221	425'896	103	226'514	148	577'879	3	3'490	5'767	19'035'014
2000	116	200'453	1'066	3'768'994	2	6'426	11	19'281	0	0	1'195	3'995'154
2001	211	321'157	8	14'499	6	10'270	24	52'728	0	0	249	398'654
2002	226	330'754	14	26'114	1	896	38	98'342	1	3'894	280	460'000
2003	433	540'540	245	427'400	23	32'281	33	101'840	0	0	734	1'102'061
2004	237	346'520	75	145'070	24	43'350	7	11'960	1	35'000	344	581'900
2005	68	107'320	2'547	7'272'631	86	179'820	36	139'990	0	0	2'737	7'699'761
2006	146	214'395	204	577'880	264	863'730	38	203'350	0	0	652	1'859'355
2007	464	640'680	98	201'800	40	69'240	558	10'813'280	0	0	1'160	11'725'000
2008	172	333'900	9	11'100	31	64'260	7	13'970	3	11'000	222	434'230
2009	547	882'990	33	43'849	389	1'027'147	10	11'844	0	0	979	1'965'830
2010	59	69'336	4	4'476	18	30'583	37	184'361	3	4'074	121	292'830
2011	1'406	2'385'623	109	280'015	0	0	39	84'362	0	0	1'554	2'750'000
2012	222	242'430	777	1'871'900	22	43'290	28	42'380	0	0	1'049	2'200'000
2013	27	85'750	62	147'140	28	76'960	11	40'150	0	0	128	350'000
2014	180	391'799	18	47'146	4	5'273	9	40'782	0	0	211	485'000
2015	68	151'192	40	109'106	9	86'540	23	52'330	1	832	141	400'000
<b>Moyenne 1979-2015</b>	<b>539</b>	<b>1'059'050</b>	<b>240</b>	<b>563'858</b>	<b>65</b>	<b>134'724</b>	<b>61</b>	<b>451'979</b>	<b>1</b>	<b>6'263</b>	<b>905</b>	<b>2'215'873</b>



# Prévention et lutte contre les dommages

## PRÉVENTION DES INCENDIES

En 2015, la division Prévention et lutte contre les dommages a procédé à l'examen de 647 dossiers de demande de permis de construire pour lesquels ont été établies les conditions à remplir pour la protection contre l'incendie et les dangers naturels. Le nombre de dossiers examinés a diminué de 105 unités par rapport à l'année 2014.

De plus, 213 dossiers non liés à l'octroi d'un permis de construire (60 contrôles de prévention pour l'obtention d'une patente de restaurant, 4 contrôles de conformité pour l'obtention de plaques d'immatriculation professionnelles, 3 contrôles pour la reconnaissance d'exploitations agricoles, 14 contrôles de conformité de bâtiments et 132 dossiers de mise en conformité) ont été traités. Cette catégorie de dossiers a augmenté de 41 unités par rapport à 2014.

Les prescriptions établies, ainsi que les incitations financières en matière de prévention incendie, ont permis :

- d'assainir 19 conduits de fumée défectueux ou présentant un danger d'incendie ;
- de construire 1 mur coupe-feu entre la partie habitation et la partie rurale de bâtiments agricoles ;
- d'équiper 6 bâtiments d'installations volontaires de détection incendie ou d'extinction automatique (Sprinkler) ;
- de poser 2 installations volontaires de paratonnerres ;
- d'installer 3 dispositifs de protection contre les surtensions ;
- de subventionner les recharges d'extincteurs portatifs ;

- d'allouer d'autres subventions diverses (raccordements souterrains de l'électricité, postes incendies, prévention des dangers naturels, etc.).

Les subventions accordées dans ces domaines se montent à 74'234 francs.

## RÉSEAUX D'EAU

Quarante-sept projets pour l'extension ou l'assainissement de réseaux d'eau et d'hydrants ont reçu une promesse de subvention, conformément aux directives en vigueur. Il s'agit de :

- 15 extensions de réseaux d'eau ;
- 26 remplacements d'anciennes conduites et d'hydrants ;
- 6 assainissements de réseaux d'eau sur l'ensemble d'une localité.

Le montant des promesses de subvention liées à ces postes s'élève à 830'917 francs.

L'ECA Jura a versé en 2015 un montant total de 1'287'761 francs pour le subventionnement des réseaux d'eau, soit le double de l'année précédente.

## PRÉVENTION DES DANGERS NATURELS

Les demandes de permis de construire pour tous les projets situés dans des zones de danger identifiées font l'objet d'un examen par la division Prévention et lutte contre les dommages, laquelle fixe les conditions à respecter en matière de protection des bâtiments contre les éléments de la nature.

Vicques



## **ENTRÉE EN VIGUEUR DES PRESCRIPTIONS DE PROTECTION INCENDIE 2015**

Les prescriptions de protection incendie révisées par l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015 dans tous les cantons suisses.

L'optimisation économique visée par cette révision implique une diminution de certaines exigences en matière de protection incendie, notamment sur le plan constructif ou technique. L'obligation de garantir un système de gestion de l'assurance qualité en protection incendie a néanmoins nécessité la mise sur pied de nouveaux processus pour garantir un traitement des dossiers efficace et conforme aux dispositions légales.

### **CONTRÔLES DE CONFORMITÉ**

Les contrôles de construction ainsi que les inspections et les mises en conformité exigées, réalisés par les experts et les spécialistes en protection incendie de l'ECA Jura, ont permis de clôturer 962 dossiers de construction, représentant une augmentation de 233 unités par rapport à l'année précédente.

Comme chaque année, nous tenons à relever le travail important réalisé par les mandataires et entreprises externes qui procèdent à certains contrôles de conformité pour le compte de l'ECA Jura.

### **CONTRÔLES PÉRIODIQUES**

En application de l'article 20 de la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels (RSJU 871.1), 144 dossiers de contrôles périodiques ont été ouverts en 2015. Ces contrôles ont porté en particulier sur les lieux d'accueil de la petite enfance et les établissements d'hébergement de type [b] (hôtels, pensions, centres de vacances, etc.). Ces inspections seront poursuivies en 2016 avec la visite des établissements d'hébergement de type [a] (hôpitaux, établissements médico-sociaux, etc.).

### **CAMPAGNES D'INFORMATION**

L'ECA Jura a poursuivi sa politique de prévention par le biais de campagnes de presse durant les périodes de l'année les plus marquées par les risques d'incendie ou lors de manifestations particulières. Des messages de prévention incendie ont une nouvelle fois été diffusés sur la radio locale RFJ et sur Canal Alpha, en collaboration avec l'ECA Neuchâtel.

Comme en 2014, un dépliant indiquant les principales précautions à prendre pour éviter un incendie a été distribué en fin d'année aux fleuristes, invités à le remettre aux acquéreurs de couronnes de l'avent et d'arrangements floraux contenant des bougies.

Des autocollants indiquant les numéros de téléphone à composer en cas d'urgence (144–118–117) en plusieurs formats ont été édités et distribués dans l'ensemble du canton dans le courant de l'année. A ce sujet, nous tenons à remercier la police cantonale et le Service de la santé publique pour leur collaboration dans la diffusion de ces autocollants.

## **CONCLUSIONS**

L'année 2015 a été marquée par la mise en application des nouvelles prescriptions de protection incendie. Malgré les changements importants survenus, notamment au niveau de l'assurance qualité en protection incendie, aucun problème majeur n'a été constaté au niveau des procédures d'établissement des dossiers. En effet, les processus de gestion mis en place au sein de la division Prévention et lutte contre les dommages depuis 2010 étaient largement compatibles avec ces nouvelles dispositions.

Une baisse du nombre de dossiers de prescriptions à établir dans le cadre des procédures de demande de permis de construire est constatée. Elle peut s'expliquer d'une part par l'assouplissement des nouvelles directives de protection incendie AEAI, et d'autre part par une diminution des projets de construction dans certains domaines d'activité économique. Une augmentation des contrôles périodiques des bâtiments a été réalisée pour compenser la diminution de dossiers.

Avec sa structure actuelle, la division Prévention et lutte contre les dommages peut continuer à assumer sa mission de prévention ainsi que sa responsabilité d'autorité compétente en matière de protection contre les incendies des bâtiments.





# Services de défense contre l'incendie et de secours (SIS)

## INSPECTIONS DES SIS

En raison des travaux préparatoires pour les nouveaux cursus de formation, les inspecteurs ont été dispensés de procéder à des inspections durant l'année 2015.

Les experts se sont associés aux inspecteurs pour la mise en place des nouvelles formations de base et ont dispensé des instructions dans leur domaine de compétence.

Les experts tonne-pompe/motopompe ont procédé aux contrôles des pressions et des débits garantis par le fournisseur. Ces contrôles se sont déroulés dans de bonnes condi-

tions et les rapports établis ne mettent en évidence aucun problème majeur; les détails ont été corrigés immédiatement.

En 2015, le nombre de sapeurs-pompiers s'établit à 1'447 personnes, soit 1'307 hommes et 140 femmes. On note une légère diminution des effectifs globaux mais une augmentation de la représentation féminine. Les cadres représentent 237 officiers et 223 sous-officiers.

## COURS DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS 2015

TYPE DE FORMATION	NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR DISTRICT			TOTAL
	DELÉMONT	PORRENTRUUY	FRANCHES-MONTAGNES	
Formation générale de base	17	17	7	41
Formation technique de base	11	12	6	29
Chefs d'intervention 2	7	2		9
Chefs d'intervention 1	2	6		8
Chefs d'intervention défense hydrocarbure				
Chefs de groupe 2				
Chefs de groupe échelle remorquable	4	4		8
Chefs de groupe 1				
Machinistes	4	12	3	19
Préposés à l'entretien des appareils respiratoires				
Electriciens				
Cours administratif (commandants et fourriers)				
Préposés au contrôle du matériel				
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>53</b>	<b>16</b>	<b>114</b>

## COURS DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

Le nombre de sapeurs-pompiers ayant suivi un cours en 2015 représente 7,87 % de l'effectif global des sapeurs-pompiers.

La réorganisation des cours a imposé la suppression des cours porteurs d'appareils respiratoires (intégrés à la nouvelle formation générale de base), préposés à l'entretien des appareils respiratoires à circuit fermé (appareils changés au profit de bi-bouteilles) et d'électriciens (tâche professionnelle) et a vu la création d'une nouvelle formation technique de base.

## COURS DE PERFECTIONNEMENT DES INSTRUCTEURS

Les journées cantonales consacrées au perfectionnement des instructeurs ont eu lieu du 9 au 11 avril 2015 au centre de formation IFA à Balsthal, sous le commandement du major Daniel La Manna. Le programme proposé a permis aux participants de se familiariser avec les possibilités qu'offre la structure du centre d'instruction de l'IFA et de s'approprier le programme général de base. En outre, les instructeurs protection respiratoire se sont retrouvés au même endroit du 17 au 19 février 2015, afin d'acquérir et de peaufiner les leçons spécifiques à ce domaine, sous le commandement du major Didier Gunzinger.

## FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

Pour la première année, deux cours de formation ont été organisés au centre d'instruction IFA de Balsthal, sous les commandements des majors Gisiger et Brahier. Ce sont ainsi 70 nouvelles formations qui ont été dispensées, représentant 41 sapeurs-pompiers qui ont bénéficié d'une infrastructure moderne et d'un programme totalement fondé sur le nouveau règlement de base de la CSSP. Les feed-back extrêmement positifs qui nous sont parvenus sont la preuve que nous avons fait le bon choix quant à l'avenir de cette formation.

Les Centres de renfort, qui doivent déjà suivre une formation spécifique pour l'intervention sur le réseau autoroutier, devront encore en suivre une autre pour les interventions sur le réseau ferroviaire.

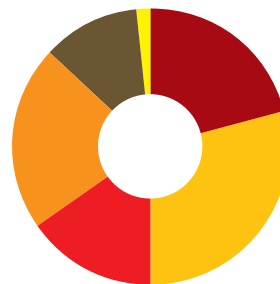
## COURS FÉDÉRAUX 2015

Le cours fédéral de formation à la conduite d'intervention a été suivi par Monsieur Laurent Bessire. Messieurs Yane Aschwanden, Julien Barth, Xavier Dobler, Silver Frésard et Anthony Voillat ont, quant à eux, suivi le cours fédéral d'instructeur de la protection respiratoire.

## INTERVENTIONS DES SIS

Selon les statistiques de la police cantonale qui gère le système de transmission des alarmes destinées aux sapeurs-pompiers, les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir sur alarme à 409 reprises en 2015, dont 122 fois pour des alarmes intempestives provoquées par des installations automatiques de détection incendie. Ces chiffres restent identiques à ceux des années précédentes.

## ALARMES RTA POUR TOUT LE CANTON



District de Delémont	86
District de Porrentruy	119
District des Franches-Montagnes	62
Ville de Delémont	89
Ville de Porrentruy	47
Autoroute A16	6
<b>TOTAL</b>	<b>409</b>

## NOMINATIONS / DÉMISSIONS

Cette année n'a vu ni nominations ni démissions; par contre, une nouvelle répartition des experts TP/MP a été réalisée:

Arrondissements 1 et 2: Laurent Bessire  
Arrondissement 3: Pierre Mathis  
Arrondissements 4 et 5: Luciano Prudente

Suite à la fusion des SIS Val-Terbi et Haut Val-Terbi en un seul SIS Val Terbi ainsi qu'à la cessation d'activité de Monsieur Didier Gunzinger auprès du Centre de renfort de Delémont, une réorganisation des arrondissements d'inspection a eu lieu. Ainsi, le nouveau SIS Val Terbi rejoint l'arrondissement 4 de l'inspecteur Didier Gisiger et le Centre de renfort de Porrentruy sera désormais inspecté par Monsieur Didier Gunzinger.



# Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie

ANNÉE	PRÉVENTION CONTRE L'INCENDIE				LUTTE CONTRE L'INCENDIE			FRAIS GÉNÉRAUX ADMINISTRATION*	TOTAUX
	POLICE DU FEU	ADDUCTIONS D'EAU, RÉSERVOIRS, HYDRANTS	SUBSIDES POUR LA PRÉVENTION INCENDIE	CONTRIBUTIONS AU CIPI, I.S. ET DIVERS	INSPECTIONS, SERVICE DE DÉFENSE CONTRE LE FEU	COURS DE SAPEURS-POMPIERS	SUBSIDES POUR LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE		
1993	188'443.25	507'173.00	581'705.60	45'925.50	92'774.65	141'168.60	616'865.15		2'174'055.75
1994	357'293.60	359'132.00	535'539.30	26'454.50	98'668.70	145'662.00	626'610.20		2'149'360.30
1995	289'482.60	561'924.00	374'460.90	50'808.30	54'603.85	91'690.85	639'359.85		2'062'330.35
1996	218'381.15	540'267.00	433'859.10	75'291.90	64'407.55	166'585.95	570'669.70		2'069'462.35
1997	247'700.85	440'932.00	398'123.00	73'521.35	109'930.30	148'441.00	747'284.75		2'165'933.25
1998	132'367.50	816'459.00	445'866.10	57'690.70	42'893.10	140'819.85	713'267.45		2'349'363.70
1999	145'766.00	869'270.30	382'753.05	75'346.30	49'000.65	165'940.60	633'458.30		2'321'535.20
2000	120'611.55	950'940.00	447'758.30	71'732.00	82'514.55	143'347.25	501'882.15		2'318'785.80
2001	132'491.85	1'004'638.30	528'064.85	73'542.70	106'471.90	164'856.25	766'143.85		2'776'209.70
2002	124'348.15	1'314'241.50	739'098.85	82'836.00	150'089.00	190'791.85	628'446.55	798'103.55	4'027'955.45
2003	146'087.50	757'655.00	765'310.35	96'246.85	132'337.55	199'362.15	1'287'112.50	874'697.55	4'258'809.45
2004	170'878.65	667'964.00	772'948.30	103'742.15	85'683.80	187'919.60	1'434'169.15	876'238.20	4'299'543.85
2005	161'528.45	715'246.00	708'448.55	87'753.60	72'453.15	177'474.60	1'193'433.86	949'084.15	4'065'422.36
2006	152'047.00	579'366.00	510'011.75	82'427.30	69'357.45	175'887.40	1'470'621.34	1'002'769.90	4'042'488.14
2007	160'219.90	584'865.00	665'012.55	84'758.70	60'859.50	228'537.75	1'155'092.50	997'422.00	3'936'767.90
2008	116'759.15	536'372.60	903'514.85	91'225.85	59'380.65	212'333.20	1'105'811.15	1'007'880.95	4'033'278.40
2009	174'469.85	735'323.05	1'461'142.60	102'088.10	63'951.55	224'083.20	2'893'728.65	1'126'369.35	6'781'156.35
2010	163'547.15	2'100'202.35	990'644.80	107'272.80	65'922.55	216'594.40	1'684'223.10	1'244'344.75	6'572'751.90
2011	173'509.50	1'669'402.55	976'437.70	100'304.30	99'008.60	215'981.20	1'285'027.55	1'237'034.65	5'756'706.05
2012	319'803.70	1'624'855.05	583'357.10	109'284.25	96'908.45	240'946.50	1'308'290.35	1'239'689.00	5'523'134.40
2013	304'291.35	907'624.10	529'228.30	112'037.00	92'974.60	264'682.75	1'752'207.88	1'247'990.65	5'211'036.63
2014	233'536.00	436'316.60	503'907.60	118'496.60	108'772.10	252'953.50	2'160'143.95	1'342'455.35	5'156'581.70
2015	349'991.95	1'015'693.85	172'255.50	110'980.50	116'979.75	403'558.65	1'539'856.85	1'402'250.85	5'111'567.90

\* dès 2002 : nouvelles directives ECA sur les subsides aux SIS et ventilation des frais d'administration.

CIPI : Centre d'information pour la prévention des incendies.

I.S. : Institut de sécurité.

# Contributions des assureurs privés

## VALEUR DU MOBILIER ASSURÉ ET CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION ET À LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La valeur du mobilier assuré dans le Jura au 31 décembre 2014 par des compagnies d'assurance privées et leurs contributions à l'ECA Jura pour la prévention et la lutte contre les dommages sont les suivantes :

COMPAGNIE		MONTANT ASSURÉ	CONTRIBUTION
Mobilière Suisse SA	Berne	3'056'290'000.00	152'814.50
Zurich Assurance	Zurich	1'379'396'304.69	68'969.82
Helvetia Assurances	Saint-Gall	823'056'000.00	41'152.80
AXA Winterthur	Winterthour	787'406'520.00	39'370.30
Bâloise Assurance SA	Bâle	626'051'000.00	31'302.55
Allianz Suisse	Berne	603'726'600.00	30'186.00
AIG Europe Limited London	Zurich	209'819'000.00	10'490.94
Nationale Suisse	Bâle	207'636'000.00	10'381.80
HDI Gerling	Zurich	183'478'043.00	9'173.90
Vaudoise Assurances	Lausanne	175'389'000.00	8'769.50
Generali Assurances SA	Genève	171'883'000.00	8'594.10
AXA Corporate Solutions Assurance	Winterthour	113'186'209.00	5'659.31
FM Insurance Company Limited	Zurich	90'743'780.00	4'537.19
Emmental Assurances	Konolfingen	41'778'000.00	2'088.90
CSS Assurance SA	Lucerne	18'838'050.00	941.90
XL Insurance SA	Zurich	17'201'995.00	860.10
SBB Insurance SA	Berne	11'977'000.00	598.85
Allianz Global Corporate & Speciality AG	Zurich	7'558'000.00	377.90
Smile direct	Wallisellen	6'361'900.00	318.10
Lloyd's	Zurich	6'340'000.00	317.00
Swiss Post Insurance AG	Berne	5'122'863.30	256.15
ACE Assurances SA	Zurich	3'548'131.34	177.40
<b>Total</b>		<b>8'546'787'396.33</b>	<b>427'339.01</b>



## Tableau récapitulatif général

ANNÉE	BÂTIMENTS	CAPITAL* ASSURÉ EN MILLIARDS DE FR.	PRIMES** EN MILLIONS DE FR.	INDEMNITÉS DOMMAGES CAUSÉS PAR LE FEU		INDEMNITÉS DOMMAGES DUS AUX ÉLÉMENTS		PRÉVENTION ET LUTTE INCENDIE EN MILLIONS DE FR.	RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANNUEL FR.	ÉTAT DES RÉSERVES LÉGALES AU 31.12 EN MILLIONS DE FR.
				EN MILLIONS DE FR.	EN ‰ DU CAPITAL ASSURÉ	EN MILLIONS DE FR.	EN ‰ DU CAPITAL ASSURÉ			
1979	25'940	6,023	6,199	2,625	0,44	0,597	0,099	0,155	169'239	1,000
1999	32'134	16,331	12,390	4,301	0,26	21,332	1,306	2,321	198'735	49,724
2000	32'357	16,525	12,919	2,301	0,13	3,995	0,241	2,318	79'988	50,222
2001	32'719	16,691	13,109	3,844	0,23	0,398	0,023	2,776	68'911	43,608
2002	33'044	16,899	9,372	3,350	0,19	0,460	0,027	3,769	1'754'635	43,628
2003	33'273	17,096	9,493	1,527	0,09	1,102	0,064	4,258	61'353	43,901
2004	33'524	17,324	8,517	3,570	0,20	0,582	0,033	4,299	78'593	44,723
2005	33'770	17,532	8,916	4,243	0,24	7,700	0,443	4,065	57'400	46,302
2006	34'100	17,814	9,759	7,020	0,39	1,859	0,008	4,042	83'357	46,859
2007	34'371	18,109	9,840	4,065	0,22	11,725	0,647	3,937	51'336	46,943
2008	34'631	19,165	10,742	4,141	0,21	0,434	0,022	4,033	61'711	46,994
2009	34'874	20,086	11,296	2,461	0,12	1,965	0,098	6,781	62'995	47,056
2010	35'440	20,435	9,826	2,232	0,11	0,292	0,014	6,572	70'787	47,119
2011	35'724	20,792	10,712	2,680	0,13	2,750	0,132	5,756	45'454	47,189
2012	36'073	21,970	11,231	5,250	0,24	2,200	0,100	5,523	63'181	45,612
2013	36'391	22,377	12,357	1,050	0,05	0,350	0,016	5,211	143'469	46,925
2014	36'700	22,849	10,714	2,483	0,11	0,485	0,021	5,156	4'973'115	56,806
<b>2015</b>	<b>37'046</b>	<b>23,181</b>	<b>10,826</b>	<b>4,000</b>	<b>0,17</b>	<b>0,400</b>	<b>0,017</b>	<b>5,112</b>	<b>2'735'374</b>	<b>61,779</b>

\* y compris les assurances provisoires pour travaux en cours.

\*\* y compris les acomptes de primes pour assurances de travaux en cours et le droit de timbre fédéral (5 %);  
dès 2002, sans la prévention de 0,19 ‰ et sans droit de timbre fédéral.

# Rapport de l'organe de révision



Société fiduciaire d'expertises et de révision – Conseils juridiques et fiscaux

Rapport de l'organe de révision  
au Conseil d'administration de

## **ECA JURA – Etablissement d'assurance immobilière et de prévention du canton du Jura, Saignelégier**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié, selon les Normes d'audit suisses, les comptes annuels de l'ECA JURA, Saignelégier, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sur lesquels ont été établis le bilan et le compte de résultat qui figurent dans le rapport de gestion de l'ECA Jura.

Dans notre rapport du 5 avril 2016, nous avons délivré une opinion d'audit sans réserve sur les comptes annuels. Selon notre appréciation, le bilan et le compte de profits et pertes présentés dans le rapport de gestion sont cohérents, à tous égards, avec les comptes annuels qui leur servent de base.

Afin d'assurer une meilleure compréhension du patrimoine et des résultats de l'ECA Jura ainsi que l'étendue de notre révision, le bilan et le compte de résultat doivent être lus conjointement avec les comptes annuels qui leur servent de base et notre rapport y relatif.

Saignelégier, le 5 avril 2016

**FIDUCONSULT AUDIT S.A.**

  
R. Jemmely  
Expert-réviseur agréé  
(Réviseur responsable)

  
V. Lebet  
Expert-réviseur agréé

---

p.a. Fiduconsult Jura SA Rue de la Gruère 5 CH-2350 Saignelégier  
Téléphone 032 951 27 27 Téléfax 032 951 27 42 E-mail: jura@fiduconsult.ch

Société agréée en matière de révision ASR

# Bilan au 31 décembre 2015

CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	EXPLICATIONS (PAGES 28–43)	2015 31.12	2014 31.12	VARIATION
<b>ACTIF</b>				
<b>Actifs immobilisés</b>				
Placements de capitaux	1	119'637	117'801	1'835
Participations	2	3'669	3'655	14
Immobilisations corporelles	3	2'200	2'285	– 84
<b>Total Actifs immobilisés</b>		<b>125'506</b>	<b>123'742</b>	<b>1'765</b>
<b>Actifs circulants</b>				
Actifs de régularisation	4	243	328	– 85
Créances	5	785	834	– 49
Liquidités d'exploitation		3'717	2'532	1'185
<b>Total Actifs circulants</b>		<b>4'745</b>	<b>3'695</b>	<b>1'050</b>
<b>Total de l'Actif</b>		<b>130'252</b>	<b>127'436</b>	<b>2'815</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>Capitaux propres</b>				
Réserves provenant de bénéfices accumulés		61'779	56'806	4'973
Résultat net de l'exercice		2'735	4'973	– 2'238
<b>Total Capitaux propres</b>		<b>64'515</b>	<b>61'779</b>	<b>2'735</b>
<b>Capitaux étrangers</b>				
Provisions techniques	6	6'741	5'555	1'186
Provisions techniques pour fluctuation et sécurité	7	30'512	28'951	1'561
Provisions non techniques	8	15'086	15'613	– 527
Provisions pour risques liés aux placements de capitaux	9	12'650	14'250	– 1'600
Passifs de régularisation	10	335	568	– 234
Dettes	11	413	719	– 306
<b>Total Capitaux étrangers</b>		<b>65'737</b>	<b>65'657</b>	<b>80</b>
<b>Total du Passif</b>		<b>130'252</b>	<b>127'436</b>	<b>2'815</b>

Les chiffres présentés sont arrondis au millier de francs selon les règles en usage dans le commerce et peuvent conduire à des différences d'arrondi.



# Compte de Profits et Pertes 2015

CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	EXPLICATIONS (PAGES 28–43)	2015 31.12	2014 31.12	VARIATION
Produits des primes nettes d'assurance		10'826	10'714	112
Primes de la réassurance	12	– 2'413	– 2'802	389
<b>Primes nettes de réassurance</b>	<b>13</b>	<b>8'414</b>	<b>7'913</b>	<b>501</b>
Charges des sinistres nets	14	– 3'859	– 2'679	– 1'179
Variation des provisions techniques et des provisions pour fluctuation et sécurité	15	– 1'561	– 5'291	3'731
Charges d'exploitation		– 2'394	– 2'249	– 145
Amortissements		– 102	– 302	200
Autres produits d'exploitation		54	66	– 12
Variation de la provision pour rabais sur primes		100	– 100	200
<b>Résultat technique d'assurance</b>	<b>16</b>	<b>652</b>	<b>– 2'644</b>	<b>3'296</b>
Produits pour la prévention et la lutte		5'045	5'672	– 627
Charges pour la prévention et la lutte		– 3'368	– 3'438	70
Charges du personnel et d'administration pour la prévention et la lutte		– 1'744	– 1'718	– 25
Variation des provisions non techniques pour la prévention et la lutte		67	– 516	582
<b>Résultat pour la prévention et la lutte</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits des placements de capitaux	18	7'227	12'340	– 5'113
Part des revenus des placements de capitaux (prévention)	19	– 241	– 911	670
Charges liées aux placements de capitaux	20	– 6'086	– 3'890	– 2'197
Frais de gestion des placements de capitaux	21	– 416	– 359	– 57
<b>Résultat des produits de capitaux avant variation de la provision pour risques liés aux placements de capitaux</b>	<b>22</b>	<b>483</b>	<b>7'180</b>	<b>– 6'697</b>
Variation de la provision pour risques liés aux placements de capitaux	23	1'600	0	1'600
<b>Résultat des placements de capitaux</b>		<b>2'083</b>	<b>7'180</b>	<b>– 5'097</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2'735</b>	<b>4'536</b>	<b>– 1'801</b>
Variation de la réserve pour engagement de prévoyance		0	437	– 437
<b>Résultat extraordinaire</b>		<b>0</b>	<b>437</b>	<b>– 437</b>
<b>BÉNÉFICE</b>		<b>2'735</b>	<b>4'973</b>	<b>– 2'238</b>

## Flux de trésorerie

CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	2015 1.1 – 31.12	2014 1.1 – 31.12
<b>Flux de trésorerie relatif à l'exploitation</b>		
Bénéfice/Perte	2'735	4'973
Pertes non réalisées sur placements de capitaux	5'127	3'189
Bénéfices non réalisés sur placements de capitaux	– 2'276	– 7'697
Amortissements sur immobilisations corporelles	102	302
Variation des provisions techniques d'assurance	1'186	– 972
Variation des provisions techniques pour fluctuation et sécurité	1'561	5'291
Variation des provisions non techniques	– 527	– 667
Variation de la provision pour risques sur placements de capitaux	– 1'600	0
Variation des créances	49	– 71
Variation des actifs de régularisation	85	37
Variation des engagements	– 306	239
Variation des passifs de régularisation	– 234	35
<b>Flux de trésorerie relatif à l'exploitation</b>	<b>5'902</b>	<b>4'661</b>
<b>Flux de trésorerie relatif aux opérations d'investissement</b>		
Investissements en placements de capitaux	– 240'350	– 225'738
Désinvestissements en placements de capitaux	235'665	219'876
Investissements en immobilisations corporelles	– 17	– 50
Désinvestissements en immobilisations corporelles	0	0
Investissements en participations	– 14	– 77
Désinvestissements en participations	0	0
<b>Flux de trésorerie relatif aux opérations d'investissement</b>	<b>– 4'717</b>	<b>– 5'990</b>
<b>Flux de trésorerie relatif aux opérations de financement</b>		
Variation des dettes financières à court terme	0	0
Variation des dettes financières à long terme	0	0
<b>Flux de trésorerie relatif aux opérations de financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Somme des flux de trésorerie</b>	<b>1'185</b>	<b>– 1'329</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		
<b>Trésorerie au 1.1</b>	<b>2'532</b>	<b>3'862</b>
Somme des flux de trésorerie	1'185	– 1'329
<b>Trésorerie au 31.12</b>	<b>3'717</b>	<b>2'532</b>

## Variation des capitaux propres

<b>Capitaux propres</b> CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	TOTAL BÉNÉFICES ACCUMULÉS
<b>Capital propre au 1.1.2015</b>	61'779
Résultat 2015	2'735
<b>Capital propre au 31.12.2015</b>	<b>64'515</b>
<b>Capital propre au 1.1.2014</b>	56'806
Résultat 2014	4'973
<b>Capital propre au 31.12.2014</b>	<b>61'779</b>

Le Bémont





# Autorités, direction et personnel

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :	<b>M. le Ministre Charles Juillard</b> , chef du Département des Finances
Vice-président :	<b>Jean-Marie Beuchat</b> , électricien dip. féd., Courroux (→ 31.12.2015)
Membres :	<b>Jean-François Kohler</b> , notaire, Courgenay <b>Anne Roy</b> , paysanne, Porrentruy <b>Claude Schlüchter</b> , technicien, Delémont

## COMMISSION FINANCIÈRE

**Jean-François Kohler** (président)  
**Jean-Marie Beuchat**  
**François-Xavier Boillat**  
**Gérard Queloz**

## ORGANE DE CONTRÔLE

Fiduciaire :	<b>Fiduconsult Jura SA</b> , Saignelégier
--------------	-------------------------------------------

## DIRECTION

Directeur :	<b>François-Xavier Boillat</b> , Saignelégier
-------------	-----------------------------------------------

## PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

Experts :	<b>Monique Paupe</b> , cheffe de division <b>Jean Kittel</b> <b>Eric Schaller</b>
Secrétariat :	<b>Marc Braillard</b> , responsable <b>Amélie Donzé</b> (dès le 1.8.2015) <b>Daïana Tardent</b>

## SERVICES DE DÉFENSES CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS (SIS)

† **Charles Sester**, inspecteur cantonal des SIS (→ 31.1.2015)  
**John Mosimann**, inspecteur cantonal des SIS (dès le 1.2.2015)

Rocourt



## **ESTIMATIONS ET SINISTRES**

Experts : **Marco Vermeille**, chef de division  
**Nicolas Greppin**

Assurance : **Mylène Willemin**

Secrétariat : **Fabienne Aubry**  
**Sylvie Gehriger**  
**Patricia Panizza**

## **COMPTABILITÉ ET RESSOURCES HUMAINES**

**Gérard Queloz**, vice-directeur et chef de division  
**Nadia Guichard**  
**Céline Liehti**

Apprenti(e)s : **Thomas Affolter**  
**Amélie Donzé** (→ 31.7.2015)  
**Muriel Joly**  
**Manon Nicolet** (dès le 1.8.2015)

## **ESTIMATEURS**

District de Delémont : **Bertrand Bron**, Delémont (→ 31.12.2015)  
**Régis Girardin**, Courgenay  
**Ramon Jaquet**, Delémont  
**Manuel Schindelholz**, Delémont (dès le 1.1.2015)  
**Rudolf Schlumpf**, Courrendlin

District de Porrentruy : **Bernard Corbat**, Vendlincourt  
**Pascal Henzelin**, Porrentruy  
**Juanito Iglesias**, Alle  
**Aurelio Iovine**, Grandfontaine  
**Vincent Siegenthaler**, Porrentruy

District des Franches-Montagnes : **Nicolas Gogniat**, Lajoux  
**Olivier Gogniat**, Saignelégier

## **EXPERT INSTALLATIONS THERMIQUES**

**Georges Queloz**, Courrendlin

## **EXPERT INSTALLATIONS TECHNIQUES**

**Gabriel Bilat**, Les Bois



# Annexes

## Principes de présentation des comptes et d'évaluation

### PRINCIPES DE PRÉSENTATION DES COMPTES

L'ECA Jura établit ses comptes conformément au référentiel Swiss GAAP RPC et en application des règles Swiss GAAP RPC 41 en vigueur dans sa branche.

Les états financiers sont conformes à la Loi suisse et à la Loi sur l'assurance immobilière du Jura du 6 septembre 1978.

Les comptes ont été présentés suivant le principe comptable de la continuité d'exploitation. Le principe de l'interdiction de compensation entre actif et passif, autrement dit entre produits et charges (principe brut) a été respecté. Les comptes annuels répondent au principe de la permanence dans l'évaluation, la présentation et la publication. Ils se fondent sur des principes de gestion d'entreprise et donnent une image fidèle de l'état effectif de la fortune, des finances et des produits (true and fair view).

Les chiffres sont présentés en milliers de francs et arrondis selon les règles en usage dans le commerce, ce qui peut conduire à des différences d'arrondi.

### DATE DE CLÔTURE DU BILAN

L'exercice court du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Le bilan est clôturé au 31 décembre.

### PRINCIPES D'ÉVALUATION

L'évaluation repose sur des critères uniformes. Le principe de l'évaluation individuelle des actifs et des passifs s'applique.

### POSTES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les valeurs patrimoniales et les engagements en monnaies étrangères sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties aux cours de la date de transaction.

Les cours déterminants au 31 décembre s'élevaient à :

	2015	2014
EUR	1.0874	1.2025
GBP	1.4754	1.5493
NOK	0.1131	0.1325
USD	1.0010	0.9937
JPY	0.8321	0.8288

### DÉPRÉCIATIONS

A chaque date de clôture du bilan, l'ECA Jura vérifie si les actifs doivent faire l'objet d'une dépréciation, lorsqu'il apparaît que la valeur comptable d'un actif excède sa valeur de réalisation. Si tel est le cas, la valeur comptable doit être ajustée à la valeur de réalisation; cet ajustement doit être mis au débit du résultat de la période considérée.

### PLACEMENTS DE CAPITAUX

Les placements de capitaux de l'ECA Jura sont évalués comme indiqué ci-après.

#### Liquidités

Les liquidités dans les placements de capitaux sont évaluées à leur valeur actuelle.

#### Titres

L'évaluation des titres se fait selon les valeurs actuelles (valeurs de marché cotées publiquement). Les moins-values et les plus-values réalisées et non réalisées sur les titres ainsi que les intérêts courus, dividendes et autres distributions de bénéfices sont comptabilisés dans le compte d'exploitation.

#### Hypothèques

Les hypothèques sont évaluées à leur valeur nominale. Toutes les corrections de valeur nécessaires ont été effectuées.

#### Immeubles

L'ECA Jura détient un portefeuille immobilier mixte, constitué à 12 % d'immeubles d'habitation et à 88 % de bureaux. L'immeuble de la Gare 14 à Saignelégier, que l'ECA Jura utilise pour son propre usage, figure dans les immobilisations corporelles. La valeur des immeubles est portée au bilan selon le calcul de la valeur vénale.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements résultant de l'exploitation. Ces amortissements sont effectués de façon linéaire par la méthode directe, à partir du prix d'acquisition. Le seuil d'activation au bilan est fixé à 5'000 francs. Les amortissements des immobilisations corporelles reposent sur les durées d'utilisation suivantes :

Immeubles	50 ans
Mobilier de bureau	3 ans
Système informatique et communication	3 ans
Système de contrôle des vents	10 ans



## CRÉANCES

Les créances sont évaluées au bilan à leur valeur nominale.

## LIQUIDITÉS D'EXPLOITATION

Les liquidités sont évaluées à leur valeur actuelle. Elles comprennent les avoirs en caisse, les avoirs bancaires et postaux, ainsi que les avoirs à vue et les fonds déposés auprès d'établissements bancaires. Celles-ci sont destinées exclusivement au fonctionnement opérationnel.

## CAPITAUX PROPRES

Il s'agit du cumul des bénéfices ou pertes conservés au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection et l'assurance des bâtiments au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et à son article 86 au 1<sup>er</sup> septembre 2015, le bénéfice de l'exercice, après versement de 10 % du bénéfice brut à la République et Canton du Jura, sera affecté à un fonds en faveur des assurés.

## PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE

Les provisions techniques se fondent sur les engagements présumés à l'égard des assurés et comprennent :

- les provisions relatives aux sinistres ouverts en fin d'exercice et calculées sur la base des indemnités restant à payer ;
- la provision pour rabais sur primes d'assurance accordé aux assurés de l'ECA Jura sur la base d'une décision du conseil d'administration en fonction du résultat de l'année courante.

## PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE POUR SÉCURITÉ ET FLUCTUATION

Les provisions techniques pour fluctuation et sécurité se fondent sur des engagements contractuels ou statutaires à l'égard de la réassurance. Elles incluent :

- les provisions relatives à l'engagement contractuel couvrant les risques liés aux dommages éléments naturels (CIREN) et sismiques (POOL). Ces provisions sont fonction de la valeur d'assurance du parc immobilier ;
- les provisions relatives à l'engagement contractuel pour la couverture des dommages feu et éléments auprès de la réassurance (UIR).

## PROVISIONS NON TECHNIQUES

Il s'agit de provisions sans aucun rapport direct avec l'activité d'assurance. Elles sont alimentées à la date du bilan s'il existe une obligation juridique ou implicite du passé et dont le montant et la durée sont encore indéterminés. Elles sont évaluées sur la base d'une dépense vraisemblable.

## PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX

Cette provision est destinée à couvrir les risques boursiers et monétaires sur les placements de capitaux figurant à l'actif du bilan.

La provision est constituée selon le « Règlement concernant la stratégie de placements des capitaux 2015–2019 » qui stipule en son article 7 qu'une réserve pour fluctuation de cours sur les titres est constituée et que sa dotation doit représenter les 10 à 15 % du patrimoine financier.

## DETTES

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

## ACTIFS ET PASSIFS DE RÉGULARISATION

Les comptes de régularisation contiennent les dépenses et les produits usuels devant être délimités dans le temps, en relation avec l'activité.

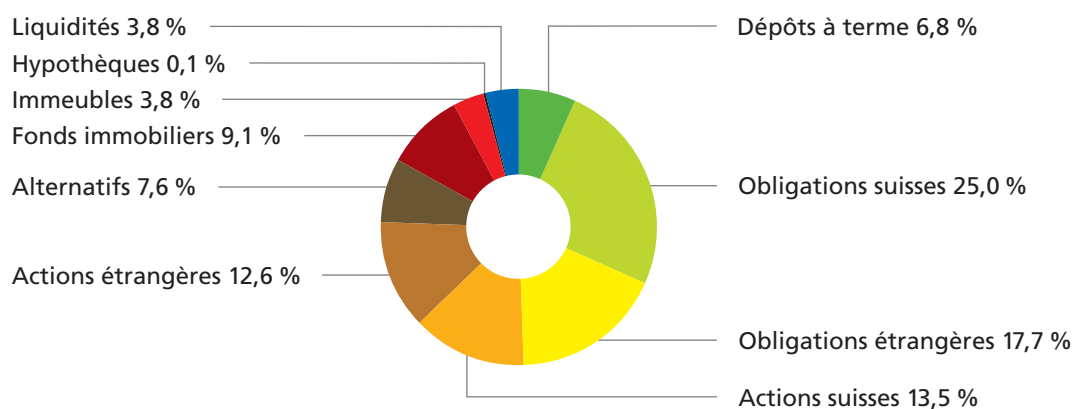
## AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Les autres actifs et passifs sont présentés à leur valeur nominale, sous déduction, le cas échéant, des corrections de valeur nécessaires.



	2015	2014	VARIATION
<b>1 PLACEMENTS DE CAPITAUX</b>	<b>119'637</b>	<b>117'801</b>	<b>1'835</b>
Dépôts à terme	8'175	10'520	– 2'345
Obligations suisses	29'763	33'216	– 3'453
Obligations étrangères	21'146	16'425	4'721
Actions suisses	16'200	12'661	3'539
Actions étrangères	15'047	14'799	247
Alternatifs (y compris Contrats à terme sur devises)	9'124	9'244	– 120
Fonds immobiliers	10'924	11'097	– 173
Immeubles	4'500	4'500	0
Hypothèques	174	277	– 103
Liquidités	4'584	5'062	– 478

## RÉPARTITION DES PLACEMENTS DE CAPITAUX 2015



	2015	2014	VARIATION
<b>1 PLACEMENTS DE CAPITAUX IMMOBILIERS</b>	<b>4'500</b>	<b>4'500</b>	<b>0</b>
L'ECA Jura possède 1 bâtiment: Bel-Air 3, Saignelégier (année d'acquisition : 1987)	4'500	4'500	0

Les immeubles ne sont pas hypothéqués et se situent sur des terrains appartenant à l'ECA.

	2015	2014	VARIATION
<b>2 PARTICIPATIONS</b>	<b>3'669</b>	<b>3'655</b>	<b>14</b>

L'ECA Jura est membre du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques.  
Il participe à cette société simple à raison de 1,88 %.

### 3 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES 2015

	MOBILIER	MACHINES DE BUREAU	SYSTÈME DE COMMU- NICATION ET INFOR- MATIQUE	SYSTÈME DE CONTRÔLE DES VENTS	IMMEUBLE GARE 14	TOTAL
<b>Valeur comptable nette au 1.1</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>31</b>	<b>2'220</b>	<b>2'285</b>
<b>Valeurs d'acquisition au 1.1</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>2'500</b>	<b>2'655</b>
Entrées de valeurs	11	0	6	0	0	17
Sorties de valeurs	0	0	0	0	0	0
<b>Valeurs d'acquisition au 31.12</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>70</b>	<b>52</b>	<b>2'500</b>	<b>2'672</b>
<b>Ajustements cumulés au 1.1</b>	<b>- 25</b>	<b>0</b>	<b>- 44</b>	<b>- 21</b>	<b>- 280</b>	<b>- 370</b>
Amortissements	- 11	0	- 12	- 5	- 74	- 102
Ajustements de valeurs	0	0	0	0	0	0
<b>Ajustements cumulés au 31.12</b>	<b>- 36</b>	<b>0</b>	<b>- 56</b>	<b>- 26</b>	<b>- 354</b>	<b>- 472</b>
<b>Valeur comptable nette au 31.12</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>26</b>	<b>2'146</b>	<b>2'200</b>



	2015	2014	VARIATION
<b>4 ACTIFS DE RÉGULARISATION</b>	<b>243</b>	<b>328</b>	<b>- 85</b>
Intérêts courus	210	214	- 3
Autres actifs de régularisation	32	114	- 82

	2015	2014	VARIATION
<b>5 CRÉANCES</b>	<b>785</b>	<b>834</b>	<b>- 49</b>
<b>Créances contre les assurés</b>			
Primes en suspens	257	161	96
<b>Créances contre la réassurance</b>			
Quote-part de la réassurance sur les dommages Feu	95	0	95
Quote-part de la réassurance sur les dommages Eléments	0	0	0
<b>Créances contre des organisations</b>			
UIR	0	200	- 200
<b>Autres créances</b>			
Avoir sur l'impôt anticipé	352	348	4
Autres créances	82	126	- 44



Fregiécourt

## 6 PROVISIONS TECHNIQUES 2015

2015	1.1.2015	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2015
Sinistres Feu bruts	2'945	4'248	– 2'384	– 480	4'328
– part de la réassurance	– 200	– 95	200	0	– 95
<b>Sinistres Feu nets</b>	<b>2'745</b>	<b>4'153</b>	<b>– 2'185</b>	<b>– 480</b>	<b>4'232</b>
Sinistres Eléments bruts	806	551	– 466	– 282	608
– part de la réassurance	0	0	0	0	0
<b>Sinistres Eléments nets</b>	<b>806</b>	<b>551</b>	<b>– 466</b>	<b>– 282</b>	<b>608</b>
Contribution nette à la CIREN	4	0	– 2	– 3	0
Provision rabais sur primes	2'000	1'900	0	– 2'000	1'900
<b>Total</b>	<b>5'555</b>	<b>6'604</b>	<b>– 2'652</b>	<b>– 2'765</b>	<b>6'741</b>

2014	1.1.2014	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2014
Sinistres Feu bruts	3'009	2'728	– 2'727	– 66	2'945
– part de la réassurance	– 190	– 10	0	0	– 200
<b>Sinistres Feu nets</b>	<b>2'819</b>	<b>2'718</b>	<b>– 2'727</b>	<b>– 66</b>	<b>2'745</b>
Sinistres Eléments bruts	1'747	556	– 1'157	– 340	806
– part de la réassurance	– 86	0	0	86	0
<b>Sinistres Eléments nets</b>	<b>1'661</b>	<b>556</b>	<b>– 1'157</b>	<b>– 254</b>	<b>806</b>
Contribution nette à la CIREN	146	0	– 46	– 96	4
Provision rabais sur primes	1'900	2'000	0	– 1'900	2'000
<b>Total</b>	<b>6'526</b>	<b>5'273</b>	<b>– 3'929</b>	<b>– 2'316</b>	<b>5'555</b>

La Bosse



## 7 PROVISIONS TECHNIQUES POUR FLUCTUATION ET SÉCURITÉ

	FEU	ÉLÉMENTS	CIREN	POOL	TOTAL
<b>Etat au 1.1.2015</b>	<b>987</b>	<b>12'135</b>	<b>9'123</b>	<b>6'706</b>	<b>28'951</b>
Utilisations	0	0	0	0	0
Attributions	0	2'220	0	0	2'220
Dissolutions	– 600	0	– 58	– 1	– 659
<b>Etat au 31.12.2015</b>	<b>387</b>	<b>14'355</b>	<b>9'065</b>	<b>6'705</b>	<b>30'512</b>
<b>Etat au 1.1.2014</b>	<b>0</b>	<b>10'000</b>	<b>6'923</b>	<b>6'737</b>	<b>23'660</b>
Utilisations	0	0	0	0	0
Attributions	987	2'135	2'200	0	5'322
Dissolutions	0	0	0	– 31	– 31
<b>Etat au 31.12.2014</b>	<b>987</b>	<b>12'135</b>	<b>9'123</b>	<b>6'706</b>	<b>28'951</b>

<b>PROVISIONS NÉCESSAIRES</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Sinistres Eléments non réassurés	15'443	14'453
Sinistres Feu non réassurés	4'950	4'950
Obligations envers la CIREN	9'065	9'123
Obligations envers le Pool suisse	6'705	6'706
<b>Total des provisions nécessaires</b>	<b>36'163</b>	<b>35'232</b>
Déjà mis en réserve selon bilan	– 30'512	– 28'951
<b>Total des provisions manquantes</b>	<b>5'651</b>	<b>6'281</b>

Muriaux



## 8 PROVISIONS NON TECHNIQUES

2015	1.1.2015	ATTRIBUTIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2015
Fonds d'entretien des immeubles	31	0	0	31
Subventions Réseaux d'eau	2'599	847	– 1'078	2'368
Subventions SIS	1'187	685	– 1'086	786
Subventions Prévention éléments	7	175	– 35	147
Subventions Prévention feu	75	47	– 15	107
Provision mesures contre inondations	1'500	0	0	1'500
Réserve engagement de prévoyance	3'089	0	0	3'089
Provisions spéciales	0	0	0	0
Provision pour la prévention et la lutte	7'125	0	– 67	7'058
<b>Total</b>	<b>15'613</b>	<b>1'753</b>	<b>– 2'280</b>	<b>15'086</b>

2014	1.1.2014	ATTRIBUTIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2014
Fonds d'entretien des immeubles	100	0	– 69	31
Subventions Réseaux d'eau	2'822	691	– 914	2'599
Subventions SIS	847	1'397	– 1'057	1'187
Subventions Prévention éléments	7	1	0	7
Subventions Prévention feu	154	21	– 100	75
Provision mesures contre inondations	1'500	0	0	1'500
Réserve engagement de prévoyance	3'526	0	– 437	3'089
Provisions spéciales	715	0	– 715	0
Provision pour la prévention et la lutte	6'609	516	0	7'125
<b>Total</b>	<b>16'280</b>	<b>2'626</b>	<b>– 3'293</b>	<b>15'613</b>

Charmoille



**9 PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX**

	1.1.2015	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2015
	14'250	0	0	- 1'600	12'650

	1.1.2014	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2014
	14'250	0	0	0	14'250

	2015	2014
<b>Provision maximale au 31.12</b>	17'945	17'670
Déjà mis en réserve selon bilan	- 12'650	- 14'250
<b>Provision manquante au 31.12</b>	<b>5'295</b>	<b>3'420</b>

Le règlement concernant la stratégie des placements de capitaux prévoit que la provision pour risques liés aux placements de capitaux (actions/obligations/alternatifs/fonds immobiliers/liquidités/immeubles) soit constituée et représente entre 10 et 15 % du patrimoine financier.

	2015	2014	VARIATION
<b>10 PASSIFS DE RÉGULARISATION</b>	<b>335</b>	<b>568</b>	<b>- 234</b>
Réserve partage des biens	49	49	0
Provision pour prévention éléments (RCJU)	0	300	- 300
Solde vacances et heures supplémentaires	48	72	- 25
Musée Von Roll	52	52	0
Autres passifs de régularisation	186	95	91

	2015	2014	VARIATION
<b>11 DETTES</b>	<b>413</b>	<b>719</b>	<b>- 306</b>
Dettes contre les assurés	0	0	0
Dettes contre la réassurance	0	0	0
Dettes contre des organisations	0	0	0
Autres dettes	413	719	- 306

	2015	2014
<b>12 PRIMES DE LA RÉASSURANCE</b>	<b>- 2'413</b>	<b>- 2'802</b>
Réassurance Feu	- 502	- 490
Réassurance Eléments	- 1'869	- 1'827
Réassurance Tremblements de terre	- 262	- 379
Réassurance CIREN	- 94	- 106
Bonus UIR	314	0

	2015	2014
<b>13 PRIMES NETTES DE RÉASSURANCE</b>	<b>8'414</b>	<b>7'913</b>

Les primes sont calculées de façon à pouvoir couvrir les frais administratifs et les charges de sinistres ainsi que de constituer les réserves nécessaires à la bonne marche de l'ECA.

	2015	2014
<b>14 CHARGES DE SINISTRES</b>	<b>- 3'859</b>	<b>- 2'679</b>
Sinistres survenus	- 3'949	- 2'878
+ mandats externes sinistres	- 14	- 3
+ part de la réassurance	95	10
+ recours	9	191

	2015	2014
<b>15 VARIATION DES PROVISIONS TECHNIQUES ET DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION ET SÉCURITÉ</b>	<b>1'561</b>	<b>5'291</b>
Provisions pour les dommages Feu et Eléments non réassurés	1'620	3'122
Engagement CIREN	- 58	2'200
Fonds de garantie Pool suisse	- 1	- 31



## 16 INFORMATION DU DOMAINE DE L'ASSURANCE

	2015 1.1 – 31.12	2014 1.1 – 31.12	DIFFÉRENCE
<b>Résultat de l'assurance</b>			
<b>Produits de l'assurance</b>			
Primes brutes	10'831	10'715	115
Escomptes et frais d'encaissement des primes	– 4	– 1	– 3
Primes de la réassurance	– 2'413	– 2'802	389
<b>Total des primes nettes de réassurance</b>	<b>8'414</b>	<b>7'913</b>	<b>501</b>
<b>Charges liées aux sinistres</b>			
Charges liées aux sinistres Feu	– 3'683	– 2'477	– 1'206
Part de la réassurance	95	10	85
Recours sur sinistres	– 2	177	– 179
<b>Total des charges nettes liées aux sinistres Feu</b>	<b>– 3'590</b>	<b>– 2'290</b>	<b>– 1'300</b>
Charges liées aux sinistres Eléments	– 268	– 389	121
Part de la réassurance	0	0	0
<b>Total des charges nettes liées aux sinistres Eléments</b>	<b>– 268</b>	<b>– 389</b>	<b>121</b>
<b>Total net des charges liées aux sinistres</b>	<b>– 3'859</b>	<b>– 2'679</b>	<b>– 1'179</b>
Modifications des provisions techniques	0	0	0
Modifications des provisions pour fluctuation et sécurité	– 1'561	– 5'291	3'731
<b>Charges d'exploitation</b>			
Salaires	– 1'317	– 1'261	– 56
Charges sociales	– 250	– 270	21
Autres charges de personnel	– 108	– 102	– 6
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>– 1'675</b>	<b>– 1'634</b>	<b>– 41</b>
Charges de locaux	– 398	– 293	– 105
Charges d'administration	– 37	– 121	84
Amortissements	– 102	– 302	200
Charges d'informatique	– 284	– 201	– 83
<b>Total des charges administratives</b>	<b>– 821</b>	<b>– 918</b>	<b>97</b>
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>– 2'496</b>	<b>– 2'551</b>	<b>55</b>
Autres produits d'exploitation	2'054	1'966	88
Autres charges d'exploitation	– 1'900	– 2'000	100
<b>Résultat technique</b>	<b>652</b>	<b>– 2'644</b>	<b>3'296</b>

## 17 INFORMATION DU DOMAINE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

Résultat de la prévention et lutte	2015 1.1 – 31.12	2014 1.1 – 31.12	DIFFÉRENCE
<b>Produits de la prévention et lutte</b>			
Contributions des assurés	4'255	4'184	71
Contributions des assureurs privés	427	449	– 22
Emoluments PL	111	128	– 17
Part des revenus des placements de capitaux	241	911	– 670
Autres produits PL	10	0	10
<b>Total des produits de la prévention et lutte</b>	<b>5'045</b>	<b>5'672</b>	<b>– 627</b>
<b>Charges de la prévention et lutte</b>			
Experts de la prévention	0	0	0
Subventions de la prévention	– 356	– 518	163
Autres charges de la prévention	– 171	– 188	17
<b>Total des charges de la prévention</b>	<b>– 527</b>	<b>– 706</b>	<b>179</b>
Subventions réseaux d'eau	– 1'016	– 436	– 579
Subventions aux SIS	– 913	– 1'609	697
Cours SIS	– 404	– 253	– 151
Charges des CR	– 210	– 218	8
Autres charges de la lutte	– 299	– 215	– 84
<b>Total des charges de la lutte</b>	<b>– 2'841</b>	<b>– 2'732</b>	<b>– 109</b>
<b>Charges de personnel et d'administration</b>			
Salaires	– 867	– 886	19
Indemnités et soldes SIS	– 78	– 83	5
Charges sociales	– 181	– 178	– 3
Autres charges du personnel	– 66	– 71	6
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>– 1'192</b>	<b>– 1'218</b>	<b>27</b>
Charges du domaine	– 258	– 122	– 136
Charges d'administration	– 48	– 131	83
Charges d'informatique	– 132	– 134	2
Publicité préventive	– 115	– 114	– 1
<b>Total des charges d'administration</b>	<b>– 552</b>	<b>– 500</b>	<b>– 52</b>
<b>Résultat technique</b>	<b>– 67</b>	<b>516</b>	<b>– 582</b>
<b>Variation des provisions non techniques</b>	<b>67</b>	<b>– 516</b>	<b>582</b>
<b>Résultat du domaine Prévention et lutte contre les dommages</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

	2015	2014
<b>18 PRODUITS DES PLACEMENTS DE CAPITAUX</b>	<b>7'227</b>	<b>12'340</b>
<b>Produits des actions suisses</b>	<b>786</b>	<b>1'897</b>
Dividendes	290	247
Gains réalisés	68	1'065
Gains non réalisés	428	585
<b>Produits des actions étrangères</b>	<b>1'782</b>	<b>3'481</b>
Dividendes	284	252
Gains réalisés	1'450	964
Gains non réalisés	47	2'265
<b>Produits des immeubles</b>	<b>516</b>	<b>516</b>
Locations	516	516
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	0
<b>Produits des fonds immobiliers</b>	<b>614</b>	<b>1'558</b>
Dividendes	243	244
Gains réalisés	333	17
Gains non réalisés	38	1'297
<b>Produits des obligations suisses</b>	<b>1'153</b>	<b>1'877</b>
Produits des intérêts	912	401
Gains réalisés	241	147
Gains non réalisés	0	1'328
<b>Produits des obligations étrangères</b>	<b>305</b>	<b>1'664</b>
Produits des intérêts	96	595
Gains réalisés	132	242
Gains non réalisés	77	827
<b>Produits des dépôts à terme</b>	<b>54</b>	<b>78</b>
Produits des intérêts	54	78
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	0
<b>Produits des hypothèques</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
Produits des intérêts	3	5
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	0
<b>Produits des liquidités</b>	<b>1'389</b>	<b>190</b>
Produits des intérêts	5	10
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	1'384	180
<b>Produits de l'alternatif</b>	<b>329</b>	<b>808</b>
Revenus sur alternatif	0	– 302
Gains réalisés	324	162
Gains non réalisés	5	948
<b>Produits des contrats à terme sur devises</b>	<b>297</b>	<b>267</b>
Revenus	0	0
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	297	267



	2015	2014
<b>19 PART DES REVENUS DES PLACEMENTS DE CAPITAUX (PRÉVENTION)</b>	<b>- 241</b>	<b>- 911</b>
	2015	2014
<b>20 CHARGES SUR PLACEMENTS DE CAPITAUX</b>	<b>- 6'086</b>	<b>- 3'890</b>
<b>Charges sur actions suisses</b>	<b>- 250</b>	<b>- 842</b>
Pertes réalisées	- 183	- 4
Pertes non réalisées	- 67	- 837
<b>Charges sur actions étrangères</b>	<b>- 2'662</b>	<b>- 1'272</b>
Pertes réalisées	- 454	- 230
Pertes non réalisées	- 2'209	- 1'042
<b>Charges sur immeubles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	0
<b>Charges sur fonds immobiliers</b>	<b>- 60</b>	<b>0</b>
Pertes réalisées	- 41	0
Pertes non réalisées	- 19	0
<b>Charges sur obligations suisses</b>	<b>- 274</b>	<b>- 301</b>
Pertes réalisées	- 24	- 23
Pertes non réalisées	- 250	- 278
<b>Charges sur obligations étrangères</b>	<b>- 834</b>	<b>- 234</b>
Pertes réalisées	- 131	- 160
Pertes non réalisées	- 703	- 75
<b>Charges sur dépôts à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	0
<b>Charges sur hypothèques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	0
<b>Charges sur liquidités</b>	<b>- 1'648</b>	<b>- 956</b>
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	- 1'648	- 956
<b>Charges sur alternatif</b>	<b>- 261</b>	<b>- 256</b>
Pertes réalisées	- 92	- 256
Pertes non réalisées	- 170	0
<b>Charges sur contrats à terme sur devises</b>	<b>- 61</b>	<b>0</b>
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	- 61	0
<b>Impôt anticipé non récupérable</b>	<b>- 35</b>	<b>- 28</b>
Impôt anticipé non récupérable	- 35	- 28

	2015	2014
<b>21 CHARGES LIÉES AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX</b>	<b>- 416</b>	<b>- 359</b>
Frais de dépôts, courtages	- 416	- 359

	2015	2014
<b>22 RÉSULTAT DES PLACEMENTS DE CAPITAUX AVANT VARIATION DE LA PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX</b>	<b>483</b>	<b>7'180</b>
Résultat des actions suisses	536	1'056
Résultat des actions étrangères	- 880	2'209
Résultat des immeubles	516	516
Résultat des fonds immobiliers	553	1'558
Résultat des obligations suisses	879	1'575
Résultat des obligations étrangères	- 529	1'429
Résultat des dépôts à terme et liquidités	- 204	- 688
Résultat des hypothèques	3	5
Résultat de l'alternatif	67	552
Résultat des contrats à terme sur devises	236	267
Charges d'administration	- 416	- 359
Part des revenus des placements de capitaux	- 241	- 911
Impôt anticipé non récupérable	- 35	- 28

	2015	2014
<b>23 VARIATION DE LA PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX</b>	<b>- 1'600</b>	<b>0</b>

Courtedoux

# Annexes

## VALEURS D'ASSURANCE INCENDIE

EN MILLIERS DE FRANCS	2015	2014
Immeubles	6'052	6'052
Immobilisations corporelles	4'613	4'613

## ENGAGEMENTS ÉVENTUELS DE LA CIREN

Dès qu'un membre de l'UIR dépasse la limite des grands dommages fixée individuellement et que l'UIR a versé le montant de 25 mio de francs, l'ECA Jura répond en plus au moyen de son engagement de garantie qui se monte à 9'065'000 francs.

## ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

Selon l'article 4 des statuts de l'UIR (Union intercantonale de réassurance): « Chaque membre peut être tenu d'effectuer des versements jusqu'à concurrence d'un montant représentant 0,20 % de son capital assuré. L'obligation de faire de tels versements prend naissance au moment où les réserves totales de l'UIR représentent moins de 0,07 % des capitaux réassurés. » Au 31 décembre 2015, l'engagement se monte à 4'270'120 francs (31 décembre 2014: 4'171'744 francs).

## ENGAGEMENTS DE PRÉVOYANCE

Le personnel de l'ECA Jura est assuré auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, qui est un établissement autonome de droit public ayant la personnalité juridique. La caisse a pour but d'assurer ses membres contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle peut aussi fournir des prestations qui vont au-delà du minimum prévu par la LPP, y compris des allocations d'assistance dans des situations de détresse, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'invalidité. La caisse a son siège à Porrentruy.

Etant donné que le découvert et le taux de couverture pour l'année 2015 n'étaient pas connus lors de la clôture des comptes 2015 de l'ECA Jura, la provision y relative sera mise à jour dès que ces informations seront définies.

## TRANSACTIONS AVEC DES PERSONNES OU DES ORGANISATIONS LIÉES

Sont considérées comme liées les organisations suivantes: l'Union intercantonale de réassurance (UIR), l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), le Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques (Pool), la Coordination Suisse des Sapeurs-Pompiers (CSSP), la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (CPJU), la République et Canton du Jura (RCJU) et le Fonds des contributions A16. Il existe une multitude de rapports de nature juridique, économique et humaine entre ces organisations et l'ECA Jura.

Les transactions avec ces organisations reposent en général sur des rapports commerciaux normaux et sont réalisées aux conditions du marché comme elles le seraient avec des entités indépendantes, de façon légale et régulière. Il n'existe, de part et d'autre ni lien de capitaux ni caution.

L'ECA Jura s'acquitte des tâches administratives pour le compte du Fonds des contributions A16. Les frais administratifs y afférant font l'objet d'une facturation.

Toutes les personnes physiques qui exercent une influence déterminante sur les affaires de l'ECA Jura sont également considérées comme liées. Il s'agit généralement des membres du conseil d'administration et de la direction.

## GESTION DES RISQUES ET SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

L'ECA Jura est doté d'un système de contrôle adapté aux risques auxquels il est exposé. Les risques identifiés font périodiquement l'objet d'un examen systématique en vue d'en évaluer la probabilité et les conséquences. La direction de l'ECA Jura prend les mesures nécessaires pour écarter, réduire ou répercuter ces risques. La situation est observée en permanence.

## ÉVÉNEMENTS APRÈS L'ÉTABLISSEMENT DU BILAN

Le conseil d'administration a adopté les présents comptes annuels 2015 le 28.4.2016.





## Chiffres-clés 2015

	<b>31.12.2015</b>	31.12.2014	DIFFÉRENCE
Nombre de bâtiments assurés	<b>36'704</b>	36'378	326
Capital assuré en milliards de francs au 1.1	<b>23,180</b>	22,849	0,331
Primes nettes d'assurance en millions de francs	<b>10,826</b>	10,714	0,112
Contribution des assurés à la prévention en millions de francs	<b>4,255</b>	4,184	0,071
Primes de base par mille francs assurés en francs	<b>0,42</b>	0,42	0
Contribution à la prévention par mille francs assurés en francs	<b>0,19</b>	0,19	0
Sinistres Feu survenus pendant l'année en millions de francs	<b>4,000</b>	2,483	1,52
Sinistres Eléments survenus pendant l'année en millions de francs	<b>0,400</b>	0,485	– 0,09
Provisions techniques de fluctuation et de sécurité en milliers de francs	<b>30'512</b>	28'951	1'561
Provision pour risques liés aux placements de capitaux en milliers de francs	<b>12'650</b>	14'250	– 1'600
Capital propre en milliers de francs	<b>64'515</b>	61'779	2'735
Capital propre en ‰ du capital assuré	<b>2,7580</b>	2,7038	0,0542
Résultat net de l'exercice en milliers de francs	<b>2'735</b>	4'973	– 2'238

IMPRESSUM

Rédaction : ECA Jura

Photographies : Andrea Babey, Saignelégier

Concept, réalisation graphique et mise en page : Babey Création, Saignelégier

Correction : Catherine Vallat, Moutier

Impression offset : Le Franc-Montagnard SA, Saignelégier





